

A la "continuité", le CDNT répond "solidarité" !

De toute évidence, la pandémie de Covid-19 est une **crise sanitaire** sans précédent qui exige des **mesures économiques et sociales exceptionnelles**, à l'instar de ces mesures de **confinement** que nous devons respecter dans l'intérêt de tou.te.s. Cependant, si la situation est exceptionnelle, nous ne pouvons **tolérer** que des **décisions** puissent être **prises sans respect du cadre démocratique et du dialogue social**. Ainsi, si nous souhaitons bien évidemment que ce temps de confinement soit dédié au partage et à la solidarité, **l'injonction à la « continuité pédagogique »** qui nous est faite par le gouvernement, et relayée localement par la présidence de notre établissement et nos directions de composantes nous semble complètement **déconnectée de la réalité présente et des enjeux actuels**. Elle n'est **ni réalisable, ni souhaitable**, tout en n'ayant pas fait l'objet d'une réelle **consultation préalable des équipes pédagogiques et administratives** et de leurs **organisations représentatives**.

Déconnectée, tout d'abord, parce qu'au moment où nous devons **organiser** localement de **nouvelles solidarités** pour faire face au défi posé par le Covid-19 (pour nos familles, pour nos proches, pour nos voisin.e.s, et notamment pour les plus vulnérables d'entre elleux), **le maintien d'une activité d'enseignement à distance n'est pas une priorité**. Nous ne considérons pas l'enseignement et la recherche comme des activités non-essentiels ; au contraire, nous nous battons depuis des années pour que celles-ci puissent être exercées dans des **conditions dignes**, et puissent occuper une place d'autant plus importante dans notre société. Mais **s'acharner** à vouloir « enseigner » alors que nos étudiant.e.s et nous-mêmes avons certainement d'autres priorités tiendrait, pour reprendre ce terme à un camarade strasbourgeois syndiqué au SNESUP, de « **l'indécence** » [1].

Irréalisable, ensuite, parce que nous ne disposons pas des **moyens** adéquats pour maintenir notre activité là où personnels et étudiant.e.s sont **inégalement équipé.e.s et disponibles** pour enseigner et apprendre. Qu'en est-il de la **fracture numérique**, là où nous savons qu'une part non-négligeable de nos étudiant.e.s, parmi les plus **précaires**, ne sont pas équipé.e.s d'ordinateurs personnels à domicile ? Qu'en est-il de la **qualité** du suivi, quand la principale alternative semble être la seule mise en ligne de nos cours sur une plateforme numérique (ce qui pose des problèmes de propriété intellectuelle au demeurant) ? Qu'en est-il de la **qualité du travail**, quand nous devons parfois nous **occuper de nos enfants** ou des **personnes** les plus **vulnérables** de notre **entourage** ?

Et si cette « **continuité pédagogique** » n'est **pas souhaitable**, c'est parce qu'elle **s'inscrit en faux** avec tout ce pour quoi nous nous **battons** afin d'améliorer nos conditions de travail et d'étude dans l'ESR. Elle est à la fois un **dévoisement** du **sens de notre métier**, qui est un **métier de contact** et **d'accompagnement** qui ne saurait être réduit à la seule production de contenus, et une **attaque** contre **nos conditions de travail**, en nous imposant une organisation du travail à laquelle nous n'avons pas **consentie** et qui est **inadaptée** aux enjeux réels de l'Université.

Signalons par ailleurs que la **dématérialisation** de l'enseignement est l'un des **objectifs** des **réformes** successives que l'université publique subit depuis plusieurs années. Montrer que notre métier est « **dématérialisable** », c'est aussi accepter les **suppressions** de **postes** que nous connaissons déjà et que nous connaissons encore avec **cette gestion néo-libérale de l'ESR**.

[1] <https://blogs.mediapart.fr/pascal-maillard/blog/180320/continuite-ou-rupture-pedagogique>

Nous continuerons à être en contact avec nos étudiant.e.s. Mais si nous le faisons, c'est pour **construire de nouvelles solidarités** à un moment où nous en avons tou.te.s particulièrement besoin. Nous continuerons à construire l'université publique que nous désirons : **une université ouverte et démocratique.** Mais **nous refusons d'être les promoteur.ices d'une université marchande** réduite à la seule production industrielle de connaissances scientifiques. **Nous refusons de sacrifier nos existences et celles de nos étudiant.e.s** avec pour seule finalité celle de continuer pour continuer. **Nous refusons enfin de fermer les yeux sur les profondes inégalités qui existent au sein du corps étudiant** et que nous ne ferons qu'aggraver en défendant cette forme d'enseignement à distance : si nous devons défendre l'enseignement à distance, ce serait sous la forme d'un suivi particulier, notamment à destination des personnes qui ne peuvent se rendre à l'Université, mais celui-ci nécessite des moyens dont nous ne disposons pas en l'état.

En somme, **la crise sanitaire actuelle, bien loin de suspendre les enjeux politiques et sociaux** face auxquels nous nous **engageons** depuis plusieurs années, et en particulier depuis le mois de novembre, les **exacerbe.** Cette situation, d'ores et déjà dénoncée par de nombreux collectifs étudiants, **n'est pas digne** de notre **institution.**

Les inégalités sociales et la précarité étudiante et enseignante continuent d'être pensées "au cas par cas" alors qu'elle constitue une problématique sociale, structurelle que l'ESR semble vouloir continuer d'ignorer. Les **réformes en cours**, bien que "suspendues" ou "reportées" **présentent toujours un danger** pour l'avenir de nos retraites, de nos parcours professionnels, et pour l'enseignement et la recherche. Par conséquent, **la rétention des notes** engagée au premier semestre pour toutes ces raisons **reste d'actualité.** Nous ne nous "encombrerons pas des casseroles" de ceux qui considèrent à la fois qu'il faut continuer le travail pédagogique et clôturer les luttes engagées jusque-là. **Si besoin, nous continuerons de communiquer ces notes aux étudiant.e.s qui en font la demande** et nous pourrons **faire des attestations au cas par cas** si celles-ci sont nécessaires dans le cadre de candidatures à des formations ou de démarches administratives.

Pour terminer, **nous serons vigilant.e.s à ce que les personnels les plus précaires, les personnels vacataires, soient bel et bien rémunéré.e.s** pendant cette période de confinement. Nous demandons à ce titre le **versement rapide de leurs salaires dus** et que la mensualisation soit effective et scrupuleusement respectée en cette période où elles en ont plus que besoin, ainsi qu'à l'avenir. Nous serons également **vigilant.e.s à ce que cette période ne soit pas l'occasion pour certain.e.s de sanctionner et de contrôler d'autant plus nos collègues.** Nous **appelons** par ailleurs à **l'annulation des examens et autres modalités d'évaluation au profit d'une validation du semestre avec une note unique (18/20) pour tou.te.s,** ceci en considérant l'impossibilité de garantir des conditions d'examen égalitaires. Enfin, nous souhaitons faire part de notre **solidarité à ceux qui luttent au quotidien contre cette crise sanitaire,** les personnels de santé, mais aussi les personnels d'entretien, de la distribution, et tous.tes celles.eux qui aident, par leur travail trop souvent invisibilisé, à faire face à cette crise dans les meilleures conditions.

Force à elles et eux au cours des prochaines semaines !

Le collectif des doctorant.e.s et non-titulaires de Lyon 2

Le 20/03/2020